

Les questions suivantes permettent de vous aider à cibler vos révisions. Des éléments du corrigé sont parfois apportés et mis entre parenthèses.

1. Donner une définition des effets externes négatifs
Un effet externe est un effet ayant un impact négatif sur l'environnement et pour lequel l'entreprise ne paie rien. Il y a un préjudice sur l'environnement, et l'entreprise ne paye rien pour ce préjudice.
2. Sur quels principes reposent la mise en place des droits à polluer (pollueur payeur-marché)
Le quota d'émission des gaz à effets de serre, appelé droit à polluer, est un mécanisme mis en place suite au protocole de Kyoto qui consiste à négocier une limite d'émission de gaz à effets de serre aux entreprises (ces droits à polluer sont affectés gratuitement pour éviter toute pertes de compétitivité) avec un compte à la caisse des dépôts et des consignations. Par le biais du marché les entreprises peuvent si elles ne peuvent respecter cette limite racheter des droits à des entreprises ayant réussi à émettre moins que la limite ou les revendre à l'opposé. Les entreprises doivent investir pour réduire leurs émissions car les droits à polluer diminuent au fil des années. (A l'opposé En 2004-2005 la France a donné trop de droits à polluer par rapport aux émissions des entreprises d'où aucun intérêt pour eux de réduire leur pollution).
3. Définir le contenu du principe de précaution. Donner un exemple pour illustrer ce principe
Les risques induits par une activité potentiellement dommageable doivent être étudiés préalablement au démarrage de l'activité. Prendre des mesures nécessaires pour prévenir les risques. Il constitue une obligation de résultat et pourrait induire l'abandon de projets dont la mise en œuvre pourrait dégager des risques qui pour des raisons techniques ou économiques, ne sauraient être prévenus.
Il s'agit du principe « selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement, à un coût économiquement acceptable ».
Ce principe peut être illustré par exemple par la plantation d'OGM.
4. Quels sont les acteurs de l'environnement au niveau de la région
Les directions régionales de l'Environnement (DIREN) jouent l'interface entre l'Etat et les collectivités décentralisées, les DIRE (Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement)
5. En quoi le rôle des communes a-t-il été renforcé (4 nouvelles lois) ?
La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT) de 1999.
La loi sur la coopération intercommunale de 1999.
Les maires ont un rôle accru du fait de leur action dans l'élaboration des documents d'urbanisme et des permis de construire. La loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » (SRU) du 13 décembre 2000 insiste sur la place qui doit occuper l'environnement dans les nouveaux documents d'urbanisme : le Plan Local d'Urbanisme et les Schémas de Cohérence Territoriaux (PLU et

SCOT) contraints de prévoir un projet d'aménagement et de développement durable (PADD).

La loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité donne aux régions plus de pouvoir en matière de gestion de parcs et réserves naturelles. Elle peut demander à l'Etat de lui transférer la responsabilité des déchets industriels et les plans pour la qualité de l'air.

6. Que postule le protocole de Kyoto. Quand a-t-il été signé. Quand a-il été mis en application, pourquoi ?

Le protocole de Kyoto postule une réduction des émissions des gaz à effets de serre de 50% d'ici 2012 par rapport aux émissions de 1990 et fixe des quotas d'émissions (droits à polluer). Il a été signé en 1996 mais il fallait pour qu'il rentre en vigueur :

Que 55 pays ratifient le protocole (atteint en 2002 avec la ratification de l'Islande),

Que tous les pays l'ayant ratifié émettent au total au moins 55 % des émissions de CO₂ qu'en 1990 (atteint en 2004 avec la ratification de la Russie)

Période de 90 jours pour valider le traité après la signature du dernier pays donc il a été mis en application en 2005.

Les USA n'ont pas ratifié le protocole car pour eux il ne faut pas d'objectifs chiffrés. Contrairement à d'habitude l'Australie n'a pas suivi la décision des USA (changement de gouvernement en Australie).

7. Quelle définition la Commission de Brundtland a-t-elle donné du développement durable.

Définition du développement durable par la commission de Brundtland

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

8. Quelles sont les quatre façons possibles d'exporter les services ?

Les échanges de services se développent plus rapidement que ceux des marchandises. Ils représentent 20% du commerce mondial contre 80% pour les marchandises. Ce mouvement d'accélère depuis les années 90 et les 4 façons possibles d'exporter les services sont :

Services de transport

Services de voyage

Services liés aux échanges technologiques

Services liés aux échanges financiers

60% des échanges de services

Progressent le plus vite

9. Quelle est la part des services dans les exportations totales de biens et services des pays de l'OCDE. Quelle est la part des services dans la valeur ajoutée totale des économies nationales ?

21% des exportations totales de B&S sont faites par les services qui représentent 70% dans la valeur ajoutée totale des économies nationales.

10. Dans le commerce mondial des services, quels sont les deux postes qui augmentent le plus vite ?

Les services liés aux échanges technologiques et financiers progressent le plus vite.

11. Donner une définition de la macroéconomie.

Niveau d'analyse qui permet d'étudier l'économie au travers des relations existantes entre les grands agrégats économiques (la comptabilité nationale, la monnaie, la production, la consommation, les revenus...).

12. Qu'est ce qu'un bien économique ?

Les biens économiques sont définis comme des biens et des services susceptibles de satisfaire des besoins.

13. Comment se définit la production en économie ?

La production est l'acte de création des biens économiques mais aussi le résultat de ces actes. Elle est techniquement réalisée par la combinaison des facteurs de production (ressources naturelles, capital, travail)

14. Définir ce qu'est un coût d'opportunité

La distorsion qui existe entre besoins et ressources conduit l'individu à devoir faire des choix qui occasionnent des sacrifices qu'on appelle cout d'opportunité.

15. Qu'est ce qui distingue Adam Smith de David Ricardo dans leur analyse du libre-échange ?

Dans l'analyse du libre échange la théorie d'Adam Smith se base sur l'existence d'avantages absolus alors que celle de David Ricardo se base sur l'existence d'avantages relatifs.

Adam Smith : Importation si prix des produits sont inférieurs aux coûts de production nationaux et exportation des produits dont les couts de fabrication sont inférieurs à ceux des autres pays. En fait le commerce international doit permettre à chaque pays de s'enrichir en profitant de la division internationale du travail.

David Ricardo : Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il dispose d'un avantage de cout relatif.

16. Quelle est la conclusion du théorème d'Heckscher-Ohlin-Samuelson ?

Conclusion du théorème d'Heckscher-Ohlin-Samuelson : Le commerce international doit à long terme tendre à produire une certaine égalisation des prix des facteurs de production dans les différents pays.

17. Que veut dire Adam Smith lorsqu'il parle de « main invisible » ?

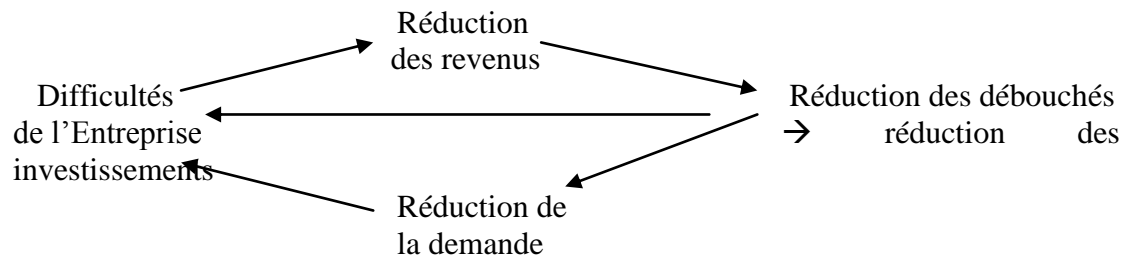
« Main invisible » pour Adam Smith : « Chacun en poursuivant son intérêt individuel contribue à l'intérêt collectif » c'est-à-dire que le marché va fonctionner avec la loi de l'offre et la demande qui apportera une réponse et donc un équilibre tout en mettant l'Etat de côté.

18. Comment John Ménéard Keynes explique-t-il l'existence du chômage ?

Pour Keynes, les entreprises embauchent conséquemment à leurs anticipations de débouchés. C'est donc la demande effective qui détermine le niveau de la production. Ce même niveau de production fixe le niveau de l'emploi. Au final, c'est donc la seule demande effective qui détermine le volume de la production et le volume de l'emploi.

Par conséquent, le chômage n'est pas toujours volontaire.

Cercle vertueux de Keynes :



19. Quelle solution propose-t-il pour sortir du chômage de masse ?

Pour sortir du chômage de masse Keynes propose une économie libérale avec le marché mais avec pour régulateur l'Etat car sinon l'autorégulation du marché amènerait clairement à une catastrophe économique pour le marché du travail. En fait seul l'Etat peut se situer sur le plan macro économique et sauvegarder le capitalisme en jouant le rôle de chef d'orchestre, il doit également injecter de l'argent de manière à employer des gens.

20. Comment appliquer la théorie du cycle de vie de Vernon aux échanges internationaux ?

Il y a un lien entre le cycle de vie d'un produit et la localisation de sa production de plus un courant d'échange particulier apparaît à chaque étape de la vie d'un produit. 4 phases ont été identifiées : la phase de lancement (investissement), de croissance (investissement moindre), de maturité (rentabilisation) et de déclin (arrêt).

21. Pourquoi deux nations égales peuvent-elles avoir intérêt à échanger ?

Deux nations égales peuvent avoir intérêt à échanger dès lors que la spécialisation permet à chacune d'améliorer son efficacité. Le développement des exportations pour l'une entraîne des économies d'échelle qui réduisent les coûts et créent un avantage comparatif par rapport à l'autre. Celle-ci diminuera alors sa production dans ce secteur pour l'augmenter ailleurs et bénéficiera également de rendements croissants.

22. Donner une définition des économies d'échelle ou rendements croissants

Economies d'échelle : Plus la production d'un produit est importante, plus le coût unitaire va être diminué car l'investissement de départ va être plus rapidement rentabilisé.

23. Comment expliquer que les échanges entre pays peuvent porter sur des produits similaires

Les échanges entre pays peuvent porter sur des produits similaires c'est-à-dire des échanges intra branches car il y a présence simultanée d'économie d'échelle et de produits différenciés. Par exemple : les automobiles échangées même si elles rendent le même service ne sont pas totalement identiques c'est-à-dire qu'il y a un facteur de différenciation. Il existe également des produits non différenciés c'est-à-dire homogène qui sont échangés, ces échanges croisés sont rendus possibles par l'imperfection de la concurrence (exemple : blé subventionné coûte moins cher que le blé non subventionné)

24. Comment est analysé le rôle de l'État dans la doctrine du libre-échange ?

Dans la doctrine du libre échange l'intervention de l'Etat est considérée comme une source de concurrence déloyale. Pour Adam Smith (un des pères du libre échange) le rôle de l'Etat est d'éduquer, soigner et protéger ses citoyens.

25. Dans la mondialisation que nous connaissons, la doctrine du libre -échange est-elle respectée. Donner des exemples qui corroborent votre réponse.
La doctrine du libre échange n'est pas respectée dans la mondialisation actuelle car l'Etat intervient par le biais des entreprises publiques dans les marchés or ces entreprises publiques sont fortement subventionnées donc ^plus intéressantes au niveau cout que les entreprises privées.
26. Quelles sont les critiques que l'on peut formuler à l'encontre du protectionnisme ?
Critiques que l'on peut formuler à l'encontre du protectionnisme :
Le protectionnisme peut entraîner une sclérose de l'économie c'est-à-dire une absence d'échange.
Il nuit aux intérêts du consommateur
Il représente une dérive nationaliste
27. Quels sont les trois outils qui sont utilisés par le protectionnisme défensif ?
Trois outils utilisés par le protectionnisme défensif :
Barrières tarifaires : taxent les produits qui rentrent sur le territoire national
Barrières non tarifaires : limitent les quantités de biens importés
Protectionnisme réglementaire s'exerce au travers de normes de sécurité, sanitaires, techniques. L'exclusion des entreprises étrangères des passations des marchés publics.
28. Quels sont les trois outils qui sont utilisés par le protectionnisme offensif ?
Trois outils utilisés par le protectionnisme offensif :
Aides directes à un secteur économique : prennent la forme de subventions aux producteurs nationaux ou de passation de commandes publiques. Le but est d'aider les produits à s'exporter en réduisant artificiellement leurs prix.
Création d'espaces régionaux comme l'ALENA (Association du Libre Echange Nord Américain), l'UE, MERCOSUR
Modification du taux de change
29. Que recouvre le terme « régionalisation des échanges » ? Donner trois exemples
Le terme « régionalisation des échanges » correspond aux différents accords régionaux qui renforcent les échanges intra zones. Exemple : UE, ALENA, ASEAN (Association des Nations du Sud Est Asiatique)
30. Donner la définition de la Balance des paiements. Quels flux enregistre-t-elle ?
Définition de la balance des paiements : document comptable qui retrace les opérations commerciales et monétaires entre un pays et le reste du monde.
Elle enregistre 3types de flux : flux réel, flux financiers, flux monétaires.
31. Définir chacun des flux qui composent la Balance des paiements
Flux réel : échange de biens et de services entre les résidents et les non résidents.
Flux financiers : investissements et placements réalisés par les résidents à l'étranger ou les non résidents en France.
Flux monétaires : variation des avoirs et des engagements en devises vis-à-vis du reste du monde.
32. De quoi se compose le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes se compose :

Des opérations sur les biens : les ventes (exportations) et les achats (importations) de marchandises évaluées au cout franco à bord (FAB) à leur valeur à la frontière du pays exportateur (sans comptabiliser : frais de transports, frais d'assurance)

Des opérations portant sur les services (invisibles) : les services en relation avec le commerce extérieur (transport, assurance..), les dépenses de voyage, les services liés aux échanges technologiques (redevances des brevets, travaux de construction), les opérations des gouvernements à l'étranger.

Des revenus des facteurs : revenus des salariés, des investissements et placements réalisés à l'étranger.

Des transferts courants : (opérations avec les administrations publiques) tels que les flux avec l'UE, envoi de fonds à des travailleurs dans leurs pays d'origine.

33. Quelles sont les informations macroéconomiques qui sont données par l'excédant ou le déficit de la balance commerciale et du compte de transactions courantes.

Balance commerciale

Excédentaire : si le solde commercial est positif

Déficitaire : si le solde commercial est négatif

Le solde de la balance du compte des transactions courantes permet de savoir si un pays vit au dessus de ses moyens lorsque le résultat fait apparaître un besoin de financement.

34. Citer quatre facteurs qui ont favorisé la mondialisation

Facteurs ayant favorisés la mondialisation :

La libéralisation des échanges (accords du GATT)

Les progrès des transports et communications

La mondialisation de la production : développement des multinationales qui développent des produits destinés au marché mondial.

La globalisation financière : internationalisation des marchés financiers avec suppression des intermédiaires financiers et bancaires.

35. Quelles sont les obligations auxquelles doivent se soumettre les pays adhérents du GATT ?

Ne pas établir de discrimination entre les producteurs nationaux et des exportateurs vendant sur le marché national

Ne pas pratiquer de dumping social (i.e. brader les droits sociaux au plus bas)

Supprimer les restrictions quantitatives et qualitatives aux échanges

Abaissier progressivement les droits de douanes

36. Quelle la date de création de l'OMC- Quels en sont les principes fondateurs ?

Date de création de l'OMC : 1994

L'OMC a pour mission de veiller au respect des accords passés entre les membres. La libéralisation des échanges concerne tous les secteurs (biens industriels, agricoles, les services et les biens culturels). De plus l'OMC a été signée par 129 Etats qui ont définis un cadre permanent destiné à réguler le commerce mondial et de veiller à l'application des règles définies.

37. Que signifie l'acronyme AGCS ? Que recouvre-t-il ?

Le principe de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) considère qu'il faut libéraliser le marché des formations, de l'éducation et de

la recherche. Les élèves et les étudiants seront considérés comme des consommateurs.

38. Donner une définition du marché des changes. Comment fonctionne-t-il ? Où se déroule-t-il ?

Définition du marché des changes : L'opération de change est l'échange de monnaie nationale contre des devises étrangères nécessite la convertibilité des monnaies entre elles.

Le fonctionnement du marché des changes : les offres et les demandes de monnaie nationale contre devises se rencontrent sur le marché des changes.

Ce marché ne correspond pas à un lieu géographique mais à un réseau de banques qui opèrent sur le marché pour le compte de leurs clients (entreprises, particuliers) ou pour leur propre compte.

39. Donner une définition du taux de change

Définition du taux de change : il représente le taux de conversion d'une monnaie dans une autre, il s'exprime selon deux types de cotations :

Cotation au certain : indique le nombre d'unités monétaires étrangères correspondant à une unité de monnaie nationale

Cotation à l'incertain : indique le nombre d'unités monétaires nationales correspondant à une unité de monnaie étrangère

40. Donner une définition du marché des changes scriptural

Il correspond aux virements de compte à compte entre les banques nationales et étrangères. Le volume de ce marché est beaucoup plus important que le marché des changes manuels.

41. Qu'est ce qu'un marché des changes fixe. Quand ce système a-t-il pris totalement fin pour la France (1999)

L'opération de change est l'échange de monnaie nationale contre des devises étrangères, dans le cas du régime de changes fixe la monnaie d'un pays est définie par une référence à un étalon. L'or a joué le rôle d'étalon jusqu'en 1914, le dollar a alors pris le relais : une monnaie nationale est convertible en à un taux défini avec le dollar lui-même convertible à un taux fixé en or. En 1973, fin de la convertibilité du dollar en or, mise en place d'un système de parités fixes sans étalon.

42. Qu'est ce qu'un marché de change flexible ? Donner un exemple

Un marché de change flexible est un marché où la valeur des monnaies se détermine sur le marché des changes, le taux de change se fixe librement sur le marché des changes par la confrontation des offres et des demandes de devises. Ce régime de changes flexibles permet le rééquilibrage de la balance des paiements, par exemple avec le problème de la trop forte valeur de l'Euro Sarkozy demande à la banque centrale européenne (BCE) d'intervenir, supposons que la BCE accepte elle a deux possibilités :

-Soit elle émet des euros pour en avoir plus en circulation et donc diminuer le cours de l'euro par l'offre et la demande.

-Soit elle agit sur le taux d'intérêt en les diminuant ce qui rendra l'euro moins attractif

Ces deux solutions auront pour conséquences de diminuer le prix des exportations et d'augmenter le prix des importations d'où un rééquilibrage de la balance des paiements.

43. Quand un pays est en déficit commercial, qu'est que cela implique pour sa monnaie

Lorsqu'un pays est en déficit commercial cela implique la diminution du coût de sa monnaie.

Explication de la prof : En effet si un pays est en déficit commercial cela signifie qu'il a une dette (pas suffisamment d'argent pour payer ses importations) il doit donc besoin de monnaie étrangères (supposons le dollar) pour payer les achats et donc pour cela il doit vendre de sa monnaie (supposons l'euro) pour acheter des dollars d'où une augmentation de la demande du dollar et une diminution du coût de l'euro.

Cours : En effet si le montant des importations l'emporte sur celui des exportations un pays a besoin de devises pour financer son déficit commercial. Sa monnaie est alors offerte sur le marché des changes, son cours est poussé à la baisse.

44. Les échanges commerciaux expliquent-ils à eux seuls les fluctuations de change ? Pourquoi ?

Les échanges commerciaux (facteurs structurels) n'expliquent qu'en partie les fluctuations de change. Car il y a également :

-Les mouvements de capitaux (facteurs structurels) sans contreparties d'un flux de bien et de service influencent les taux de change.

45. Quel rôle joue le différentiel d'inflation par rapport à la monnaie?

Un différentiel d'inflation (facteur conjoncturel) : analysée par la théorie de la parité des pouvoirs d'achat.

Par exemple une certaine quantité d'euro doit permettre après conversion en dollar d'acheter le même panier de biens aux USA et en France. En conséquence si le taux d'inflation est de 2% aux USA et de 5% en France, l'euro doit se déprécier ici de 3% par rapport au dollar d'où un rééquilibrage de la monnaie.

46. Quel rôle joue le différentiel de taux d'intérêt dans les mouvements monétaires

Le différentiel de taux d'intérêt (facteur conjoncturel) entre 2pays déplace les capitaux, investissements ou placements, là où les taux sont plus élevés, ce qui augmente le taux de change de la monnaie concernée.

47. Quel rôle joue la Banque centrale quand l'offre de monnaie nationale est supérieure à la demande, quand l'offre de monnaie nationale est inférieure à la demande ?

Offre monnaie nationale est supérieure à la demande : la BCE achète sa monnaie et vend les devises demandées. La demande de monnaie créée permet alors un retour à l'équilibre.

Offre monnaie nationale est inférieure à la demande : la BCE vend sa monnaie et achète des devises. La demande de devises créée permet le retour à l'équilibre.

48. Quelle relation existe-t-il entre le taux d'intérêt et le taux de change de la monnaie ?

Le niveau du taux d'intérêt influe sur les décisions de placements des capitaux, surtout si purement spéculatif.

La BCE augmente le taux d'intérêt pour faire remonter le taux de change ou pour éviter qu'il baisse.

Une diminution du taux d'intérêt fait diminuer le taux de change.

49. Quel est le rôle de la Banque centrale en régime de change flexible ?

La Banque centrale ne défend pas la parité de la monnaie.

La BCE limite les mouvements spéculatifs qui provoquent des fluctuations trop importantes du taux de change. Elle intervient sur le marché de changes au moyen des réserves de change ou d'une action sur les taux d'intérêts.

50. Quelles sont les missions de la Commission européenne. Comment ses membres sont-ils choisis ?

Les missions de la Commission Européenne sont :

Elle propose et veille à la mise en place des lois communautaires

Elle conçoit et met en place les politiques communautaires

Elle exécute le budget et gère les fonds communautaires.

Les membres de la Commission Européenne sont choisis « en raison de leur compétence générale en offrant toute garantie d'indépendance »

51. Quel est le rôle de la BCE. Quels liens entretient-elle avec le pouvoir politique des pays membres ?

Le rôle de la BCE consiste à harmoniser les agrégats monétaires, de fixer les objectifs communs pour l'évolution des agrégats. Elle fixe la politique monétaire. Elle doit maîtriser l'inflation et la stabilité des prix

La BCE est indépendante des autorités politiques des États membres.

52. En quoi consistent les critères de convergence.

Ce sont des variables qui servent à exprimer le degré d'homogénéisation des économies.

Critères à respecter pour que la monnaie unique fonctionne :

Inflation ne doit pas dépasser de 1.5% les 3 meilleures performances des États membres.

Taux d'intérêt à long terme ne doivent pas dépasser de plus de 2 point la moyenne des taux des 3 meilleurs États dans le domaine de l'inflation.

Le ratio déficit public/PIB doit être < à 3%. Le déficit public inclut le déficit budgétaire, les déficits sociaux et les déficits des collectivités locales.

Le ratio dette publique/PIB doit être < à 60%. La dette publique est le montant total des sommes à rembourser par l'État sur les emprunts publics effectués (capital et intérêts).